



Réponse de Dauphin Telecom sur la consultation sur « la situation concurrentielle des fourreaux de communications électroniques et leur régulation éventuelle »

Dauphin Telecom souhaite insister au préalable auprès de l'ARCEP sur la nécessité de tenir compte en amont de son analyse de certaines spécificités liées à Saint Martin en perspective des mesures de régulations envisagées.

Il est ainsi important de souligner que s'agissant du territoire de St Martin les modalités de mises à disposition des infrastructures de génie civil par les collectivités au profit de France Télécom ainsi que les droits dont dispose l'opérateur sur ces infrastructures n'ont jamais été clarifiés. Il est donc essentiel à tout le moins que l'ARCEP intervienne afin d'améliorer les conditions de partage et de mise à disposition par France Télécom d'infrastructures construites au moyen de ressources publiques.

**Question 1 :**

Dans le cadre du déploiement de son réseau DECT, Dauphin Telecom a effectué de nombreux travaux de Génie Civil. Une partie de ces travaux aurait pu être évitée si les conditions de partage des infrastructures avec France Télécom avaient été satisfaisantes.

Les principales infrastructures sont :

- aériennes sur les poteaux EDF ;
- souterraines s'agissant du réseau de Dauphin Telecom ;
- souterraines en partage d'infrastructure avec France Telecom ;
- souterraines en partage d'infrastructure avec Saint Martin Cable TV.

Elles sont localisées majoritairement le long de la route Nationale, artère principale du territoire de Saint Martin.

**Question 2**

L'Autorité trouvera en annexe les conventions suivantes de mise à disposition de génie civil :

- Convention conclue entre Dauphin Telecom et EDF ;
- Convention conclue entre Dauphin Telecom et France Télécom.

Les autres offres et conventions de mise à disposition de Génie Civil adressées à Dauphin Telecom sont :

- Offres et conventions de partage d'infrastructure avec les câblo-opérateurs ;
- Convention avec la Collectivité pour les poteaux d'éclairage public.

Dauphin Telecom n'utilise pas les offres de mise à disposition de France Télécom mentionnées par l'ARCEP dans sa consultation en raison des conditions tarifaires dégradées qu'elles comportent par rapport aux conventions antérieures. Il apparaît en effet que le tarif proposé par France Télécom dans ces offres est sans rapport avec les coûts réels de construction et de maintenance supportés par l'opérateur historique pour ces infrastructures, à supposer que de tels coûts aient jamais été réellement supportés par France Télécom ce qui n'a jamais été démontré (en annexe – les échanges entre Dauphin Telecom et France Telecom à propos des conditions tarifaires).

### Question 3

NA

### Question 4

Dauphin Telecom souscrit globalement à l'analyse de l'ARCEP. Néanmoins, l'ARCEP doit tenir compte des spécificités locales dans le cadre de son analyse. Ces spécificités devraient justifier une adaptation des mesures spécifiques pour le territoire de St-Martin.

D'une part, s'agissant des appuis aériens, à la différence de la métropole, à Saint Martin, les modes de déploiement entre aériens et souterrains ne sont pas exclusifs puisque le mode aérien existe également pour des zones denses. Il existe donc une substituabilité entre les deux modes qui justifie leur inclusion dans un même marché. Dans la perspective du développement du très haut débit, les appuis aériens constitueront à court terme à St-Martin des infrastructures indispensables au même titre que le génie souterrain.

D'autre part, l'ARCEP doit également tenir compte de l'existence d'infrastructures de génie civil existantes et disponibles prolongeant les câbles sous-marins et que France Télécom a refusé de mettre à disposition jusque là. Ces infrastructures doivent être également incluses dans le marché pertinent des installations de génie civil.

**Question 5**

<b>Propriétaire ou exploitant</b>	<b>Linéaire d'artères</b>	<b>Linéaire de fourreaux</b>	<b>Foyers couverts</b>	<b>Réseau pénétrant</b>
Dauphin Telecom	40 KM	120KM	5 000 (à proximité de notre réseau de transport/fourreaux)	NA

**Question 6 :**

Les contrats et offres d'échanges et de mise à disposition de Génie Civil dont Dauphin Telecom est signataire soit en tant que fournisseur soit en tant que client sont les suivants :

- Convention avec EDF ;
- Conventions avec la Semsamar ;
- Convention avec les copropriétés de St-Martin et St-Barthélémy ;
- Convention avec Saint Martin Cable TV.

**Question 7 :**

Les possibilités effectives d'utilisation des techniques de génie civil allégé sont essentielles pour un opérateur tel que Dauphin Telecom car elles permettent un déploiement rapide à faible coup. En revanche, les infrastructures de génie civil allégé ne bénéficient pas de la même protection que le génie civil normal en cas de dommage comme Dauphin Telecom en fait malheureusement l'expérience de temps à autre.

Aujourd'hui, les obstacles à la réalisation de nouvelles adductions sont essentiellement de deux sortes :

- Administratifs : les autorisations sont longues à obtenir ;
- Financiers : les travaux sont chers (150 euros/mètre linéaire) et sans commune mesure avec le possible retour sur investissement.

A l'instar de la métropole, Dauphin Telecom n'a donc que peu de contre-pouvoir d'acheteur en cas de refus d'accès ou de tarifs abusifs que l'opérateur historique lui opposerait dans l'accès à ses infrastructures de génie civil.

**Question 8 :**

Dauphin Telecom estime qu'une démarche privilégiant une régulation des fourreaux est positive dans la mesure où il apparaît que les fourreaux font l'objet à St-Martin d'une sous-utilisation par France Telecom. Il conviendrait surtout de contrôler de façon indépendante la capacité d'hébergement en partage d'infrastructure et l'évaluation des devis établis par l'opérateur historique.

**Question 9 :**

Comme précédemment mentionné, Dauphin Telecom n'a pas souscrit aux dernières offres de France Télécom. Si ces offres comportent des améliorations techniques par rapport aux offres précédentes, leur tarification est excessive (voir précédemment).

Il n'y a aucune discussion possible avec France Télécom concernant l'évolution des offres et leur adaptation sachant que de façon plus générale, les conditions relationnelles de partage d'infrastructure entre Dauphin Telecom et France Télécom sont peu satisfaisantes.

**Question 10**

NA

**Question 11 :**

NA

**Question 12 :**

Dauphin Telecom estime que les différentes obligations mentionnées par l'Autorité sont nécessaires. Il conviendrait plus particulièrement de veiller aux points suivants :

- Possibilité de pouvoir s'assurer par une expertise indépendante de la disponibilité des fourreaux ;
- Gestion indépendante de l'accès aux ouvrages de génie civil en vue d'éviter les frais abusifs d'accès et de contrôle facturés par France Télécom aux opérateurs tiers.

**Question 13 :**

Dauphin Telecom estime que les éléments suivants sont essentiels pour l'offre de gros qui sera imposée à France Télécom :



- Coût des études de faisabilité ;
- Frais d'installation ;
- Coût par fourreau et par mètre ;
- Location de fibre nue par paire et par mètre ;
- Coût de la maintenance ;
- Coût de l'assistance technique HO et HNO.

#### **Question 14 :**

Dauphin Telecom estime que le scénario 1 est le plus pertinent dans la mesure où les besoins des opérateurs en fourreaux ne sont pas nécessairement liés au dégroupage et à l'installation du très haut débit.

#### **ANNEXES (CONFIDENTIELLES)**

- Echanges d'email entre Dauphin Telecom et France Telecom sur les tarifs d'infrastructure
- Facture de France Telecom pour le partage d'infrastructure en cours
- Convention de Partage d'infrastructure signée entre Dauphin Telecom et France Telecom
- Annexe 1 du contrat de Partage d'infrastructure entre Dauphin Telecom et France Telecom
- Annexe 2 du contrat de Partage d'infrastructure entre Dauphin Telecom et France Telecom
- Exemple de convention sur support aérien « éclairage public »
- Convention entre Dauphin Telecom et EDF
- Exemple de Tarifs proposés par Dauphin Telecom aux cablo- opérateurs